



# REPENSER SON DÉVELOPPEMENT DANS UN MONDE POST-COVID



# NOTE LIMINAIRE AU GOUVERNEMENT MAURITANIEN

Partie intégrante de la Diaspora Mauritanienne dans un concept plus large, le Collectif des Cadres Mauritaniens Expatriés (CCME) fidèle à ses objectifs de « promouvoir le développement de la Mauritanie en s'appuyant sur l'expertise multi-sectorielle des expatriés mauritaniens et soucieuse de stimuler l'échange d'informations avec les acteurs nationaux et les partenaires internationaux engagés » propose sa contribution à travers cette note afin de contribuer aux réflexions sur nos plans post-COVID.

Cette note liminaire doit donc être perçue comme un maillon à la chaîne de réflexion en cours au niveau du gouvernement à travers ses différentes commissions. Le CCME se tient prêt à approfondir les réflexions voire à participer, selon les besoins du gouvernement, à tout forum auquel il serait invité soit collectivement, soit à travers ses membres individuellement en fonction de leurs expertises.

## **1. SE PRÉPARER À DES CHANGEMENTS PROFONDS, OU LES SUBIR**

Le monde sera différent après la crise due au virus SARS-CoV-2 à l'origine du COVID-19. Le jour d'après sera différent du jour d'avant. Ces changements ne vont épargner aucun pays. La Mauritanie ne fera pas exception. Au risque de subir, elle doit non seulement s'approprier, mais anticiper sur la mue profonde qui s'annonce dans le monde. La solidarité légendaire entre mauritaniens va certes aider. Elle sera plus que nécessaire pour aider le pays à gérer les conséquences des changements profonds que le monde va subir. Elle devra cependant, pour être efficace à long terme, se fonder sur un plan de développement adapté à la nouvelle situation.

La solidarité redevient interne à chaque pays et à chaque société, à travers la puissance publique, la participation du secteur privé national ou des citoyens y compris la diaspora.

Les annonces pour des actions futures se succèdent. Le Fonds monétaire international (FMI) comme la Banque mondiale ont mis en place des stratégies d'intervention rapide. Le FMI a dégagé 50 milliards de dollars d'urgence à décaissement rapide, dont 10 milliards à des conditions très concessionnelles pour les pays à faible revenu. Dans le même esprit, la Banque mondiale, le G20, la Banque africaine de développement et l'Union européenne ont, chacun en ce qui le concerne, fait des annonces de réponse à cette crise. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) renforce rapidement sa connaissance scientifique du virus pour une réponse appropriée.

Notre pays est à la croisée des chemins. Il est attendu de ses dirigeants de mobiliser toutes les forces vives du pays, de tenir le gouvernail et ajuster la boussole vers la nouvelle direction que prendra un monde post-COVID. La grandeur d'un peuple (et de son leadership) s'évalue à sa capacité de transformer les défis en opportunités. C'est donc l'occasion de réfléchir à une stratégie innovante, indépendante, participative et autocentrée. Celle-ci se fondera certes sur la coopération internationale, mais elle valorisera en premier lieu les capacités et les ressources nationales, en fonction des intérêts nationaux.

Pour y parvenir, il faut poursuivre et renforcer l'ouverture et le dialogue avec toutes les forces vives du pays. C'est à ce titre que la diaspora mauritanienne, partie intégrante du peuple, et soucieuse de défendre les intérêts suprêmes du pays, a offert ses modestes ressources et ses services.

A moyen et long termes, la Mauritanie aura, soit à subir les bouleversements qui vont façonner le monde après la crise du COVID, soit, comme on le souhaite, anticiper sur ces changements et adopter une posture haute, prospective et stratégique. Quel que soit le scénario, il faut s'attendre à une mue profonde de l'économie du pays, dans un sens ou dans l'autre.

La crise actuelle du COVID-19 est une occasion de revoir de fond en comble notre politique de développement économique et social. La phase de l'après-confinement pose l'urgence d'une redéfinition des cadres conceptuels sur lesquels les plans stratégiques de développement sont fondés. Les schémas antérieurs de croissance et d'émergence pourraient ne plus être d'actualité, une nouvelle feuille de route s'impose. Sous le scénario des changements, anticipés, maîtrisés et gérés, les mauritaniens peuvent envisager des mutations salvatrices. Il faut préciser d'emblée que, pour que de tels changements soient effectifs, le peuple, à travers sa représentation, a son mot à dire.

Notre pays va devoir donc s'adapter très rapidement au nouveau contexte avec de nouveaux outils. Cette note s'inscrit dans une perspective d'une relance socio-économique d'une Mauritanie post COVID-19. Elle émane d'une initiative de la diaspora mauritanienne visant à apporter une réponse solidaire, inclusive et concertée contre les conséquences à long et moyen-terme de la pandémie du COVID-19.

## **2. ETAT DES LIEUX : SITUATION ACTUELLE**

La crise du COVID-19 qui a pris sa source en Chine comme une crise sanitaire à laquelle il n'a pas été prêté beaucoup d'attention au début, est maintenant devenue une crise économique et sociale mondiale majeure, sans commune mesure avec la crise financière mondiale passée. Les effets positifs des mesures d'annulation de la dette (PPTE) se sont estompés dans le temps et aujourd'hui de nombreux pays ont des marges budgétaires limitées pour accroître leurs dépenses, surtout celles liées à la santé ou aux filets sociaux, et continuent de dépendre largement (entre autres sources) de l'aide publique des pays partenaires.

De ce fait la pandémie, comme l'a montré une étude du FMI, aura un impact économique substantiel notamment sur la Mauritanie

**Premièrement:** «Les mesures de confinement, quoique cruciales pour ralentir la propagation du virus, auront un coût direct élevé pour les économies locales». Pour des pays où les agents économiques survivent au jour le jour, le confinement qui, par définition, altère négativement la vie quotidienne, signifie moins de travail rémunéré, moins de revenus, moins de dépenses et moins d'emplois. Ces impacts négatifs sont démultipliés par la fermeture des frontières, avec ses conséquences de limitation de la circulation des biens et services. Plus fragilisées sur le marché de l'emploi et plus durement touchées par l'absence de couverture sanitaire universelle, les femmes (dont beaucoup tiennent des ménages) sont particulièrement vulnérables.

**Deuxièmement,** la récession dans laquelle est entrée la plupart des pays qui absorbent nos produits d'exportation (fer, poisson, cuivre, or, pétrole, bétail etc.) s'est déjà manifestée par une forte chute de la demande mondiale. Il faut s'attendre à un effondrement des prix des matières premières à la suite de cette baisse de la demande. Le commerce mondial s'en trouve affecté négativement, en parallèle avec un durcissement (voire une fermeture) des conditions financières.

« Les pays devraient également voir des retards dans le démarrage des projets d'investissement ou de développement » à l'instar du projet HMAÏEN Grande Tortue entre la Mauritanie et le Sénégal. L'Afrique -et la Mauritanie en particulier- exportent l'essentiel de leurs produits vers l'Europe (51% des exportations) et s'approvisionnent quasi-exclusivement de ces marchés, y compris pour les produits et équipements médicaux essentiels dont la grosse pénurie durant cette pandémie est un rappel.

**Troisièmement** : la seule embellie pour les pays importateurs de pétrole est la perspective d'une forte baisse du prix du baril du pétrole. Une chute des prix qui va cependant affecter la capacité financière des pays exportateurs à financer des projets, voire à assister les pays pauvres impactés.

Tout ceci pour conclure que la croissance économique basée sur les perspectives d'entrée de l'exploitation du gaz et d'autres sources sera plus faible, avec sa cohorte de baisse des revenus fiscaux et de change, alors que les besoins de dépenses publiques s'accroissent.

Ces défis, bien qu'énormes, ne donnent pas le droit aux gouvernements de baisser les bras, surtout dans le domaine de la santé qui doit voir de manière non discutable ses dépenses augmenter. La Mauritanie doit donc se préparer dans ce contexte d'incertitude à prendre les mesures idoines à court, moyen et long termes pour adresser les vulnérabilités de son économie, pendant, mais surtout bien au-delà de la phase de confinement. Durant la phase de confinement, la réponse sera essentiellement budgétaire. Des transferts de biens physiques et monétaires ciblés doivent (et sont déjà en cours) être envisagés pour aider les individus et les ménages les plus vulnérables sur la base d'un ciblage équitable. Dans le contexte de nos pays, il serait souhaitable d'adopter la méthode du « blanket targeting » comme type de ciblage. Il s'agit d'un ciblage exhaustif des communautés les plus vulnérables sur la base de critères scientifiques acceptés internationalement. A moyen et long terme, il serait utile de définir et mettre en place un mécanisme de contrôle différent de celui de l'exécution du programme d'assistance, en identifiant par ailleurs les activités prioritaires à financer.

Dans la mesure du possible, les gouvernements devraient envisager un soutien ciblé et temporaire aux secteurs durement touchés tels que l'agriculture, le secteur du commerce par des allègements fiscaux temporaires, de délais dans le paiement des impôts. Sur le plan monétaire et du crédit : l'assouplissement de la politique monétaire peut compléter les efforts budgétaires, minimisant les difficultés d'accès aux crédits et des liquidités indispensables aux entreprises

### 3. PLAN D'ACTION À MOYEN ET LONG TERME

Les questions centrales qui doivent guider nos réflexions sur l'après-COVID-19 incluent :

- Quel type de changement recherchons-nous pour la Mauritanie ?
- Quelle est notre vision partagée de la Mauritanie de l'après-COVID-19 ?
- Quels seront les principaux agents du changement que nous recherchons ?
- Quelles activités prioritaires correspondent aux changements recherchés ?
- Comment mobiliser les forces vives de la nation pour arriver à une vision de l'avenir largement partagée ?

La réponse à ces questions fondamentales nécessite une révision immédiate des plans stratégiques antérieurs car le contexte post-COVID sera fondamentalement différent à moyen et long terme. Il nous semble que le soubassement à une réussite des politiques futures repose sur une politique transparente et prédictible pour les citoyens d'abord et pour les partenaires. Ces domaines prioritaires nous semblent devoir focaliser plus d'attention et de ressources à l'avenir

### 4. DOMAINES PRIORITAIRES D'INTERVENTIONS

#### A. Bonne Gouvernance comme axe central des programmes et projets

Le gouvernement actuel a entrepris d'importantes initiatives dans cette direction en se concertant avec les différentes parties prenantes (société civile, partis politiques, diaspora, etc.). La formalisation de cette approche s'impose pour aboutir à une vision partagée des changements nécessaires.

**Justice et bonne gouvernance** : Réduire les inégalités, assurer une meilleure intégration sociale des minorités et créer un système judiciaire indépendant et performant, gage pour attirer des investissements, pour rapatrier des richesses off-shore et assurer la paix intérieure.

Il sera utile d'élaborer un cadre stratégique de réforme administrative qui déclinera les axes stratégiques d'une réforme administrative cohérente en Mauritanie qui s'appuiera sur une modernisation des systèmes d'information et de l'e-administration, d'une réforme approfondie de la fonction publique et d'un approfondissement du processus de décentralisation. A cet effet, accélérer la finalisation du programme de modernisation de l'administration envisagée avec l'appui des partenaires identifiés et qui cible spécifiquement certains secteurs (santé, enseignement fondamental, justice, Secrétariat général du gouvernement, etc.).

**Gouvernance économique et financière** : doit être renforcée en privilégiant la simplification des procédures et la poursuite de l'amélioration des pratiques budgétaires et comptables, ainsi que l'amélioration de l'environnement des affaires et développement du Partenariat Public-Privé.

## **B. Le secteur de la Santé et de l'Action Sociale**

La pandémie du COVID-19 rappelle de manière urgente, la nécessité d'accroître de manière substantielle la part du secteur santé et de l'action sociale dans les priorités de développement, en termes de pourcentage du PIB comme dans les dépenses budgétaires totales.

Les questions de santé publique doivent être au centre des priorités du gouvernement au même titre que la paix, la sécurité, l'environnement, la lutte contre le terrorisme et autres criminalités trans-frontalières. Une réflexion murie doit être menée sur un système de santé dont l'élément pivot devrait être basé sur « le soin communautaire ». Il s'agit d'un travail de longue haleine qui doit être fortement soutenu par le gouvernement..

Le renforcement du secteur de la santé devrait permettre de faire face aux insuffisances du plateau médical, et permettre ainsi aux régions d'avoir des hôpitaux de référence suffisamment équipés en matériels, et réduire ainsi les vulnérabilités du système national de santé publique.

Dans ce contexte, définir les besoins en investissements et acquisitions de matériels nécessaires pour répondre à la demande sanitaire surtout en cas d'épidémies ou d'urgences internationales. Les investissements dans des soins de santé primaires de qualité seront essentiels pour atteindre la couverture sanitaire universelle et le moyen le plus efficace d'accroître notre sécurité sanitaire. Il est urgent de remettre les capacités de santé publique à grande échelle au centre des politiques en y associant les interventions de protection sociale.

De même, il est urgent de renforcer les politiques et stratégies d'approvisionnement, (test, médicaments) d'utilisation, d'innovation, de réglementation, d'évaluation des technologies de santé, d'améliorer l'accès équitable aux produits de santé essentiels et leur disponibilité.

Renforcer dans ce contexte actuel et pour le futur, les systèmes de surveillance nationaux et les laboratoires de santé publique nationaux existants.

La pandémie actuelle ne doit pas faire passer au second plan les autres urgences sanitaires. Notre pays doit assurer la continuité de vaccination de routine dans le cadre du paquet de services essentiels

Renforcer l'éducation, l'emploi et la rétention du personnel de santé avec des compétences adéquates pour fournir les services de santé essentiels. Permettre ainsi dans le volet développement des capacités, la formation de médecins en nombre et qualité surtout pour les formations sanitaires de l'intérieur, afin d'atteindre les normes définies par l'OMS en termes d'infrastructures sanitaires et de personnels qualifiés.

Concevoir et mettre en œuvre des stratégies et des réformes de financement de la santé, notamment en intégrant le paiement des prestataires de services de santé aux données sanitaires et aux besoins de santé des populations.

Reformer la CNAM et réorienter ses missions dans le cadre de la couverture sanitaire universelle afin de limiter, voire de faire disparaître les évacuations sanitaires à l'extérieur, sauf en cas d'extrême nécessité.

Réformer la politique pharmaceutique nationale en vue de mettre en place un cadre institutionnel d'acquisition et de distribution des médicaments et autres fournitures médicales de qualité, y compris un laboratoire national de santé publique avec pour mission entre autres le contrôle qualité ;

Elaborer une politique nationale d'hygiène sanitaire, aussi bien au niveau urbain qu'au niveau rural, permettant les conditions d'un cadre de vie de bien-être. Le secteur WASH dont l'importance est reconnue comme SDG6 doit désormais recevoir un niveau de priorité plus élevé dans les perspectives de développement du pays, notamment en termes d'investissements.

### **C. Le secteur de l'Éducation**

A l'instar du secteur de la santé, la disponibilité de ressources humaines de qualité est un gage de réussite de la mise en œuvre des politiques ambitieuses du futur. La part des dépenses d'éducation par rapport au PIB et dans les dépenses totales doit également être privilégiée.

Une refondation sociale, basée sur un système éducatif de qualité à la fois adapté aux réalités nationales et au besoin d'ouverture sur un monde globalisé est nécessaire. En d'autres termes, construire les moyen et long termes sur une fondation solide pour un capital humain adapté aux besoins du futur, notamment axés sur la jeunesse et les femmes, en insistant sur l'éducation civique et la culture du patriotisme.

A un horizon plus lointain, la crise du COVID-19 ouvre des opportunités de booster la recherche en ce domaine et dans d'autres et de participer aux opportunités de recherche « fast-track » en cours.



La participation à ces initiatives pourrait se faire à travers

- (i) la création d'un forum des centres de recherche existants dans le pays
- (ii) la mise en place d'un comité qui sera chargé de jouer un rôle de veille stratégique et qui pourrait faire appel aux compétences de la diaspora
- (iii) accroître l'attractivité du pays pour les partenariats internationaux de recherche scientifique

#### **D. Les secteurs de l'Agriculture et Elevage**

Identification des contraintes et opportunités à l'autosuffisance alimentaire et à la résilience des communautés et ménages. « Il est temps de redéfinir l'ordre des priorités, de redonner plein sens à l'économie réelle en investissant plus dans l'agriculture et l'élevage durable surtout ». Tous les plans stratégiques de développement mis en œuvre depuis 1960 se sont toujours fixés cet objectif mais aucun n'est arrivé à le réaliser. Quelles sont les raisons fondamentales de l'échec et quelles sont les leçons apprises ?

- Coûts de production élevés : désormais mettre l'action sur les énergies renouvelables, plus flexibles et plus abordables: solaire, éolien.
- Sécurisation foncière (aussi bien pour l'élevage que pour l'agriculture). Pour une vision partagée du foncier, organiser des Etats-généraux sur le foncier avec la participation de toutes les parties prenantes. Promouvoir l'octroi de «certificats fonciers» en lieu et place des titres fonciers difficiles à obtenir. L'expérience réussie du Rwanda dans ce domaine pourrait être explorée.
- D'après les récentes études de l'OMVS, moins de 20% des ressources en eau du fleuve Sénégal sont actuellement utilisées, le restant étant déversé dans la mer. Un meilleur usage des eaux du fleuve avec un système d'irrigation utilisant le solaire et l'éolien pourraient réduire les coûts de production qui sont hors de portée des paysans. Une redéfinition des politiques agricoles et pastorales contribuera à l'autosuffisance alimentaire. La vallée du fleuve Sénégal à elle seule peut assurer la sécurité alimentaire. Priorité doit être donnée aux petits paysans et aux aménagements de taille moyenne, au profit des nationaux.
- Repenser la politique du développement rural, en mettant l'accent sur l'économie pastorale. Valoriser davantage l'économie de l'élevage.

## **E. Economie**

Construire un développement économique, social et environnemental basé sur les atouts et les potentialités internes, car la pandémie va remettre en cause beaucoup de certitudes et affirmations. Il devrait être envisagé de remettre à plat la SCAPP 2016-2030 (Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée) qui est l'actuel outil de programmation stratégique du développement du pays récemment adopté pour l'adapter aux exigences des défis du moment.

Nécessité de conduire dès à présent une étude prospective sur le devenir du pays à l'horizon des 30 prochaines années qui permettra de réfléchir sur les différents scénarii possibles. Ce qui permettra d'élaborer des politiques et stratégies sectorielles à même de garantir un développement durable du pays en fonction des priorités du Gouvernement.

**Le commerce et les services** : le pays regorge de potentialités en matière de capacités dans le domaine du business. Il est indispensable de renforcer les indicateurs de "Doing Business" et de valoriser les services. Améliorer les performances des zones franches, ports et aéroports, en vue de faire de la Mauritanie un hub commercial, en valorisant sa position géographique et sa double appartenance africaine et arabe. Ce que Djibouti a réussi est du domaine du possible en Mauritanie.

**Une meilleure gouvernance de la pêche maritime** : Notre pays est l'un des plus favorisés dans ce domaine. La mise en valeur de ce secteur et sa contribution à la valeur ajoutée nationale, ainsi qu'à la participation de la sécurité alimentaire appellent à son renforcement. Il est temps de viser une proportion de transformation locale élevée afin d'assurer l'accès à la population et aux ressources extérieures d'exportation.

**Les énergies renouvelables** : pays sahéliens et côtier, la Mauritanie a un double avantage d'avoir le plein soleil et les embruns marins.

## **F. Réduire les inégalités et favoriser l'inclusion sociale.**

Améliorer l'accès des populations les plus vulnérables aux services de base de qualité doit donc occuper une place centrale dans toute politique future (éducation, santé, hygiène, Etat Civil etc.). Repenser notre politique d'urbanisation, visant à promouvoir la transparence foncière, réduire la précarité dans les zones périphériques et c davantage d'opportunités pour les jeunes et les femmes vivant dans les zones périurbaines. La forte sédentarisation et la poussée démographique ont entraîné des aberrations auxquelles nous devons désormais faire face.

## **G. Conclusion**

Avec le COVID-19, le monde connaît un cataclysme. Une perturbation majeure. C'est autant un défi qu'une opportunité. Le peuple mauritanien est connu pour son esprit innovateur et entreprenant. Il a toujours fait preuve de résilience et a su faire face à l'adversité. Il appartient aux pouvoirs publics de canaliser le génie du peuple, de galvaniser les forces motrices du changement tant souhaité (jeunes, femmes et hommes) afin de construire un avenir solide où la prospérité sera largement partagée. Pour y parvenir, nous avons besoin de paix, de bonne gouvernance, de sécurité intérieure et extérieure.

La Diaspora et les experts nationaux ont beaucoup à offrir et sont disponibles. C'est le moment de mettre réellement à profit l'expertise de la diaspora dans les domaines clés du développement du pays : santé, éducation, élevage, agriculture, mines, etc. L'initiative d'un symposium de la Diaspora à Nouakchott vient à point nommé. Certains membres de la diaspora ont récemment proposé d'offrir gratuitement des cours en Mauritanie via visio-conférence, télémédecine.

La Mauritanie regorge de ressources humaines variées et de qualité, y compris dans le domaine médical, et qui sont prêtes à les mettre au profit du gouvernement. Cette coopération pourrait se faire à travers

- (i) le lancement d'activités de Volontariat Solidaire pour le Développement
- (ii) l'encouragement de missions d'enseignement des membres qualifiés de la diaspora dans les universités et écoles du pays
- (iii) favoriser les missions médicales multidisciplinaires des membres de la diaspora
- (iv) la mise en place d'une Cellule de Mobilisation de la Diaspora.